

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 14 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VANDEMOORTELE BAKERY 3

ZA Montigné Est
35370 TORCE

Références : référence à compléter
Code AIOT : 0005514984

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY 3 implanté ZA Montigné Est TORCE 3 35370 ETRELLES. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY 3
- ZA Montigné Est TORCE 3 35370 ETRELLES
- Code AIOT : 0005514984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'activité contrôlée est une unité de production de viennoiseries crues comprenant une installation frigorifique à l'ammoniac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 11/01/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	2022-06-30_01	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme rapellé dans le rapport de visite d'inspection du 11/01/2022, les prescriptions des articles 1 & 2 de l'AP de mise en demeure du 08/06/2021, rappelées ci-dessous, sont respectées :

- détection NH3 dans l'air (cf. constat 2022-01 du rapport de visite d'inspection du 11/01/2022) ;
- rétention (cf. constat 2022-02 du rapport de visite d'inspection du 11/01/2022) ;
- procédure d'arrêt des postes (cf. constat 2022-03 du rapport de visite d'inspection du 11/01/2022) ;

Au vu des constats réalisés, l'Inspection propose donc au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 2022-06-30_01

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention condenseur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Al.1 : toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol... doit être associée à une capacité de rétention
Constats : Lors de la visite du 11/01/2022, l'inspection a constaté que le panneau d'accès, sur le bardage tout autour du condenseur permettant ainsi une rétention du côté intérieur du muret, est difficile à enlever en cas d'intervention sur les équipements en place à l'intérieur. Par courrier du 23 mai 2022, Vandemoortele indique avoir amélioré la manœuvrabilité du panneau d'accès sur le bardage condenseur, et joint 2 photos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet